

La lettre du C. D. E. S.
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.P. 72171
BULLETIN DU RESEAU

Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 57 Mai-Juin 1999 10 francs



Ceux qui sont cause des guerres
n'en meurent jamais

ADRESSES

Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T., apartado 4141
18080 Grenade-Espagne
Fax: (958) 28 89 92

Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est
l'agent d'exécution et de liaison
de la C.N.T., pour tout contact sur
le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010
14 019 CAEN CEDEX 6

Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique. Pour tout
contact dans une région s'adresser
au secrétariat de l'U.R. concernée:

U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 1303
37013 Tours Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 16
24650 Chancelade
(Secrétariat Régional)

U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., B.P. 158
82001 Montauban Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Méditerranée:

C.N.T.
9, rue Duchalmeau
66000 PERPIGNAN
(Secrétariat Régional)

U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 664,
76008 Rouen Cedex
(Secrétariat Régional)

U.R. Paris & Nord:

C.N.T.,
C.T.C. 151 rue Dejean
80060 Amiens Cedex 09

Dans l'Est:

C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P.121
25014 Besançon Cedex

En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405
St Martin d'Heres Cedex

Lettre ouverte aux faiseurs de guerre

Toi, Alain Finkelkraut, prostatique de la pensée, "phylo-soft" étatique, baratineur culturel, toi qui rêve tout haut d'une intervention terrestre au Kosovo, vas-y ! Vas au Kosovo ! Arrête de baver, de déblatérer tes conneries pontifiantes sur la justice des hommes et la démocratie, vas-y ! Laisse tes lunettes d'écaille et tes costards ringards, paye-toi un treillis de l'UCK (l'Union des Capitalos Kosovars) avec le bel aigle rouge, et va te battre à pied, pour l'OTAN, cette Officine Terroriste d'Asservissement au Néolibéralisme. Va chasser le facho à l'Est, ça te donnera du courage pour virer Le Pen et son gnome en rentrant. Et en revenant, avec tes potes, les rois du business, faites un tour par le Kurdistan, il paraît que la liberté vacille là-bas aussi.

Toi, Alexandre Adler, poisson lune du petit écran, éditorialiste essoufflé de "Courrier International", ce canard qui sable le champagne quand les ventes explosent grâce au Kosovo (!), toi qui pense comme d'autres ronflent, vas-y ! Vas te battre à pied au Kosovo, un aigle cousu sur la panse ! Et en revenant, avec tes potes, les rois du média-business, faites un tour par la Palestine, les gosses t'apprendront à te battre avec des pierres et des injures contre la "démocratie moderne".

Toi, Jacques Julliard, gonfleur d'idées creuses, scribouillard guerrier du Nouvel Obs., pilier de causeries littéraires, toi qui parle au bon peuple et lui explique si simplement que les Serbes sont tous des méchants, vas-y. Vas te battre à pied au Kosovo, au nom de la démocratie ou du socialisme d'état, un aigle cousu sur ton gros cul ! Allez, les intellos aux ordres, les bateleurs de foire d'empoigne, les moraleux de la combine d'état, les baveurs médiatiques, tous en treillis, un aigle planté au cœur de votre arrogance, allez crever à pied au Kosovo ! Lorsque cette sale guerre sera finie, lorsque la Yougoslavie sera totalement détruite et occupée par les flics en bleu de l'ordre mondial, lorsque les braves gens n'enverront plus leurs colis de nouilles au Kosovo mais ailleurs (en Indonésie, au Chiapas, en Algérie, en Kanaky, en Corse ?), lorsque l'OTAN, l'ONU ou le club des 8 salopards aura redonné le label "pouvoir-démocratique" à Milo ou à un politicard docile habillé en social-démocrate, les survivants de la brigade des intellos s'insurgeront contre la manipulation de l'information par le pouvoir. Il l'ont bien fait après la guerre du Golf. Ils le referont pour le Kosovo ! Sans honte, sans remords, cyniques et lâches, tueurs par correspondance, encore plus lâches qu'un pilote de bombardier ou qu'un général de l'OTAN.

En attendant vos chroniques guerrières, nous continuerons à dénoncer la saloperie du monde que vous nous imposez, vous et vos maîtres, à dénoncer vos "dégâts collatéraux" quotidiens, la façon dont vous brisez nos vies, dont vous nous exploitez. On parlera d'Ivana, la copine de Belgrade qui a peur des bombes et d'une troisième guerre mondiale. On aurait pu vous parler de Darko, le copain né en Bosnie et qui rêve à Pristina tout simplement... de vivre (voir dans "Zaginflatch"). On parlera aussi de Michal Pateras qui s'est défendu contre des fascistes en Tchéquie et qui croupit en tôle. On pourrait vous parler longuement de Samir, qui se planque, sans papiers, quelque part à Toulouse ou de Nourredine qui se bat pour l'éducation pour tous en Algérie malgré les bombes et la terreur policière. On parlera de Jean-Luc et de ses conditions de travail. Comme on aurait pu vous parler de Jean, licencié après participation à une grève ou de Mathilde, qui chôme en Corse loin de la plage et des paillotes.

En attendant vos chroniques guerrières, on dénoncera Milo le clown, ce salopard arriviste qui saoule un peuple à l'ultra-nationalisme, on dénoncera l'OTAN et le cynisme meurtrier de nos gouvernants qui nous saoulent à grande rasades d'humanitaire en armes.

En attendant vos chroniques guerrières, nous vous rappellerons sans cesse que CEUX QUI SONT LA CAUSE DES GUERRES N'EN MEURENT JAMAIS.

Jérôme

La gauche se disait humaniste et sociale. Le traitement ignoble que subissent les sans-papiers, le refus misérable d'accueillir des kosovars autrement qu'au compte-gouttes montrent combien elle est inhumaine. Et les privatisations incessantes, les privilèges accordés aux patrons, la précarité croissante imposée aux travailleurs démontrent qu'elle est en fait "libérale", c'est-à-dire complice du capitalisme sauvage.

Ayant trahi sans vergogne l'idée la plus basique du socialisme, la gauche pensait se refaire une virginité en affichant un respect quasi religieux du "droit". L'affaire corse vient de porter l'estocade à cette ultime illusion.

Au moment où ces lignes sont écrites, les révélations sur cette affaire ne sont certainement pas achevées. Chaque jour qui passe ajoute en effet au flot de mensonges, de démentis, d'explications oiseuses, de silences gênés, de réactions ridicules (telle celle du ministre de l'intérieur agitant à la tribune de l'assemblée, en guise d'explication ... une lettre de son préfet), et grand-guignolesques (comme la grève de la faim du préfet, la plus courte de l'histoire¹)...

Ce qui s'est passé en Corse, même si l'on ne saura probablement jamais qui en sont les plus hauts responsables, est déjà tellement énorme que des dizaines de pages ne suffiraient pas à le commenter du point de vue libertaire qui est le nôtre, tant on peut en tirer d'enseignements sur le fonctionnement de l'état et de la société.

Les dirigeants du pays, qui nous gavent jusqu'à la nausée avec leurs incantations sur "l'état de droit" (comme si un état pouvait respecter le droit des gens), la "citoyenneté" et autres "valeurs républicaines", viennent de se faire prendre la main dans le sac comme les Pieds Nickelés dans leurs plus mauvais scénarios : pendant des mois, leur plus fier représentant a agi en violation flagrante des grands principes du droit républicain, en particulier celui de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire. Pire, ils lui ont donné tous les moyens pour le faire, en le dotant d'une structure militaro-policière spéciale, hors normes, hors contrôle, le GPS, dont on voit mal quelle pouvait être la finalité, si ce n'est de servir de "bras armé" à un préfet qui se décrivait lui-même comme un homme à poigne, avec tout ce qui se cache derrière ce mot.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à souligner. Je voudrais simplement mettre l'accent sur l'une d'entre elles qui me semble faire l'objet d'un énorme mensonge consensuel.

Des journalistes aux politiciens, qu'ils soient insulaires ou continentaux, tout ce monde considère que "l'affaire corse" constitue une exception. C'est comme si l'on n'avait jamais vu ça. Comme si une telle chose était jusque là inimaginable. Surtout, les voix qui se font entendre protègent comme un seul homme l'Institution que constitue la gendarmerie. De droite comme de gauche, politiciens et commentateurs tentent déjà d'atténuer la responsabilité des incendiaires en claironnant "qu'ils n'ont fait qu'obéir".

UNE AFFAIRE REVELATRICE

Or, à l'inverse de ces déclarations, je prétends que l'affaire corse n'est pas une exception, qu'elle ne fait que révéler une façon de gérer la société, la façon policière, et, plus encore, qu'elle n'a pu atteindre un tel développement (avec l'implication des plus hauts représentants de l'état dans le département) que parce que, justement, elle fait partie de la "culture", de la façon de faire de ce milieu.

Un rapide coup d'œil à l'histoire prouve facilement que l'affaire corse est hélas bien commune. Ce n'est pas la première fois, il s'en faut de beaucoup, que d'une façon ou d'une autre, des services secrets ou pas, militaires ou policiers, se livrent à de graves provocations, brûlent, explosent ou tuent. Les pays dits du tiers monde sont pleins de ces histoires là. Même en ne se centrant que sur les états

"démocratiques", de la manifestation du 17 octobre 1961, sauvagement réprimée par le préfet Papon, aux assassinats politiques en Nouvelle-Calédonie en passant par le Rainbow-warrior, la liste serait bien longue à établir et à détailler.

STRATEGIE DE LA TENSION

Pour n'évoquer qu'un seul cas, rappelons celui de l'Italie de la fin des années 60. Ce pays fut alors secoué par une vague d'attentats. La police les mit aussitôt sur le compte des anarchistes et arrêta massivement des militants. L'un d'eux, Pinelli, fut même "suicidé" : on le jeta d'une fenêtre du commissariat de Milan. La police présenta ce pseudo-suicide comme un aveu et la répression redoubla de vigueur. Des dizaines de militants furent expédiés en prison. Valpréda, par exemple, bien qu'extrêmement malade, y resta des années dans des conditions exécrables. Pourtant, la version policière, dès le début, ne tenait pas la route. Trente ans après, la vérité a éclaté et est reconnue par tous : les bombes ont été posées par des agents fascistes à la demande et grâce aux moyens des services secrets italiens. En effet, pour endiguer la montée des luttes sociales, pour détourner l'attention du peuple, pour pouvoir réprimer tranquillement les révolutionnaires, l'état italien avait décidé de créer artificiellement des conflits sanglants dans la société en faisant des dizaines de mort par attentat. C'est ce qu'il appela cyniquement la "stratégie de la tension". C'est bien le même objectif qui a été poursuivi en Corse : en mettant le feu à une paille, en accusant calomnieuse-

Suite en page 4

des dizaines de mort par attentat. C'est ce qu'il appela cyniquement la "stratégie de la tension". C'est bien le même objectif qui a été poursuivi en Corse : en mettant le feu à une paillote, en accusant calomnieusement tel ou tel mouvement, le pouvoir cherchait à monter les gens les uns contre les autres, à augmenter la situation de tension, de conflit ouvert, à diviser pour régner. Imaginez simplement ce qui se serait produit, si une série de bâtiments avaient brûlé et si les coupables ne s'étaient pas fait prendre ! Quelle excellente chose ç'eut été pour le pouvoir : Chevènement aurait décoché une flèche venimeuse aux "sauvageons" corses, les médias auraient travaillé l'opinion publique contre eux, peut-être certains se seraient-ils même entre-tués, et Jospin aurait réclamé une fois de plus de quoi "restaurer l'état de droit", c'est-à-dire plus de flics², plus de gendarmes (un comble !) et, si la tension était vraiment bien montée, des lois d'exception contre les "terroristes incendiaires" afin de mener la répression accrue "que les circonstances nous imposent".

LE SECURITARISME A L'OEUVRE

Provoquer des attentats pour entraîner des réactions sécuritaires dans la société, pour limiter un peu plus les libertés individuelles ou collectives (plan vigipirate, vidéo-surveillance, contrôles en tous genres...), la gestion policière de la société, c'est ça. Et, ce qui est très grave, c'est que ce schéma ne se limite pas à quelques "gros coups" comme l'Italie ou la Corse, mais qu'il s'étend à de multiples circonstances.

Il est clair par exemple que les banlieues sont traitées selon le modèle corse.

Plutôt que de résoudre les problèmes posés par une situation sociale totalement dégradée, les pouvoirs publics attendent l'explosion et, si elle ne vient pas assez

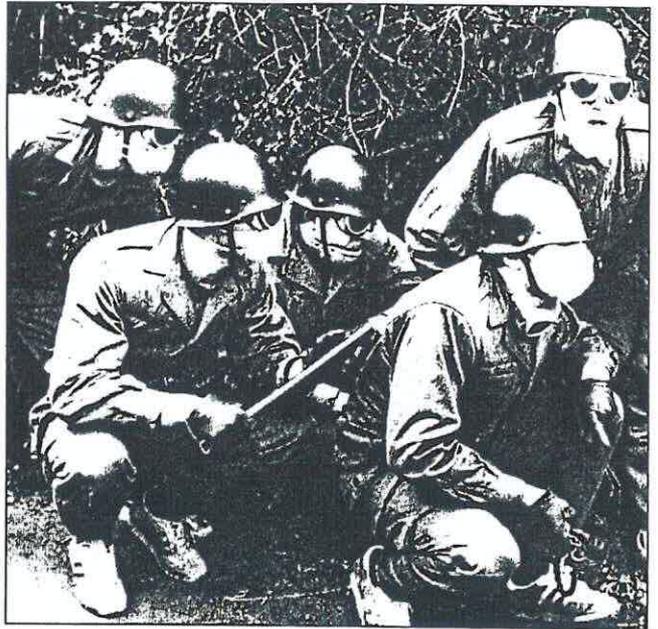
rapidement, ils la provoquent. Il est très facile en effet de "chauffer" quelques jeunes et de les faire réagir vivement. Quand les choses ont démarré, vous connaissez la suite : une bonne exploitation médiatique, des discours convenus et, pour finir, le pouvoir donne un tour de vis supplémentaire. Et c'est justement parce que c'est bien

comme cela que ça se passe, tous les jours, que l'affaire corse est devenue possible.

Si l'état respectait scrupuleusement le droit des gens, si aucune provocation, aucun propos ou acte raciste, aucune bavure n'était tolérée de la part des représentants de l'ordre, il n'aurait pas pu s'en trouver un seul pour mettre le feu à une paillote.

Hors, c'est au cours d'une ou de plusieurs réunions officielles, probablement en présence d'un préfet de la République ou de son représentant, qu'un colonel de gendarmerie, que des officiers de police judiciaire, que des agents assermentés dont la parole écrase systématiquement la vôtre ou la mienne devant un tribunal, ont débattu et pris la décision de commettre un attentat criminel, de mentir, d'en faire porter la responsabilité à des innocents.

S'ils l'ont fait, c'est qu'ils se sont sentis assez forts pour le faire. Et ils se sont sentis assez forts parce qu'en France, quand un représentant de la loi se fait prendre après avoir commis une bavure, même grave, même meurtrière, il est presque toujours acquitté³, parce qu'en France, sous un gouvernement de gauche, la petite bavure quotidienne, le petit propos raciste, le petit geste



machiste, la petite provocation de quartier, sont tolérés, quand ce n'est pas encouragés par la hiérarchie.

Voilà qui devrait constituer un sujet de réflexion pour les vertueux gardiens de la morale et de l'ordre qui nous abreuvent de leurs sermons.

X.F.

1 - Le préfet Bonnet protestait car il trouvait trop dures les conditions de son arrestation et de sa détention. Il est toujours amusant de constater que les "personnalités importantes", qui dénoncent la justice comme trop laxiste et les prisons trop douillettes pour les petits et les sans grades se tapent une crise de nerf dès qu'elles y sont confrontées, dans des conditions pourtant tout à fait privilégiées.

2 - Il y a en Corse un flic ou un gendarme pour 100 habitants, sans compter les indicateurs, les délateurs et autres vigiles. En métropole, il y en a un pour 200 habitants, ce qui fait de la France le pays le plus fliqué d'Europe, mais n'empêche pas le gouvernement d'en créer toujours plus.

3 - Les rapports d'Amnesty International sont particulièrement éloquentes sur ce sujet !

EN DEHORS DE L'IMPRESSION
LE C.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA CNT,
CHÔMEURS OU SALARIÉS APRÈS LEUR
JOURNÉE DE TRAVAIL.

Transmis par le STCP CNT-AIT de Paris, voici une lettre d'IVANA, militante libertaire et féministe dont nous publions des extraits.

N'est-il pas ironique que l'OTAN punisse par des bombardements la ville dont les habitants furent les premiers dans le monde à demander la destitution de Milosevic ? Je vois au moins trois occasions manquées qui auraient pu amener son départ.

"Une partie de moi-même mourra. Mais déjà, une autre était morte avec la destruction de Sarajevo, la ville qui était le symbole de groupes ethniques vivant en harmonie."

En mars 1991, pour la première fois, l'armée fédérale fut utilisée contre la population civile en Yougoslavie. Le motif de la mobilisation contre Milosevic était son contrôle absolu des médias d'état. 500 000 personnes se rassemblèrent dans le centre-ville pour exiger la liberté de la presse. La police utilisa gaz lacrymogènes et matraques contre les manifestants, qui ne se laissèrent pas intimider. L'armée fut appelée en renfort et utilisa des canons à eau. Après plusieurs heures d'affrontements, deux personnes furent tuées et des centaines interpellées. Belgrade fut placée sous couvre-feu et, dans les jours qui suivirent, la grève s'installa progressivement (...)

Dans la nuit du 10 au 11 mars, une manifestation d'étudiants se dirigea vers le centre ville et la population du quartier soutint les étudiants. Le deuxième jour du conflit, Jovic, un parlementaire serbe, demanda l'intervention des militaires pour ramener le calme dans la capitale. Devant le refus de certains membres du gouvernement, Jovic démissionna, suivi des représentants du Monténégro et de la Vojvodine (tous trois étaient des

hommes de Milosevic).

Pendant la guerre (en Croatie et en Bosnie), La Vojvodine et Belgrade furent les secteurs les plus antimilitaristes, avec les taux de non-mobilisés et de déserteurs les plus importants. Ce qui valut à la capitale la réputation d'anti-serbe et de "traître".

La deuxième occasion fut pendant le mouvement étudiant de 1992, quand ces derniers occupèrent l'université pendant un mois. Là encore, ils furent ravitaillés par les habitants, parfois même par des paysans, qui les soutinrent pendant leurs manifestations contre les provocations des forces de police.

En novembre 1996, l'opposition gagna les élections à Belgrade. Aussitôt, Milosevic les annula. Quotidiennement, les Belgradois manifestèrent leur désaccord, par un temps glacial. Quand les rassemblements furent interdits, ils bloquèrent le centre-ville en simulant une panne de leurs véhicules. Le jour suivant, ils bloquèrent la circulation en sortant tous ensemble leurs animaux de compagnie. En même temps, tous les soirs, à l'heure des infos, ils se mettaient à la fenêtre pour un concert de casseroles.

Belgrade est avant tout la capitale des ONG :

Le Centre des actions anti-guerre, qui aida les conscrits déserteurs et organisa des manifestations dès 1991.

- Le Centre pour le droit humanitaire, l'une des premières associations à rassembler des informations sur les crimes de guerre.

- SOROS (Initiatives pour une société ouverte).

- Il y a en ce moment 18 groupes féministes, tous opposants à la politique serbe.

Actuellement, la popula-

rité de Milosevic dans d'autres parties de la Serbie ne s'explique que par son total contrôle des médias.

Mais, si on l'aime si peu, pourquoi vous direz-vous, est-il toujours en place ?

Ce genre de question n'est habituellement posé que par des personnes n'habitant pas dans des régions instables. On ne l'entend pas dans la bouche de Nord-Irlandais ou de Sud-Africains, car ceux qui vivent dans des pays à "troubles" savent comment la volonté des gens peut être manipulée. Toute personne qui s'est mobilisée dans une lutte ou une campagne sait à quel point il est difficile d'atteindre son but. Par exemple, comment se fait-il qu'il y ait encore des armement nucléaires en Europe en dépit de la décision de la cour de justice internationale de 96 ? Comment se fait-il que la France ait pu faire des tests nucléaires ?

Tout cela pour dire qu'il est injuste de bombarder une ville et qu'une partie de moi-même mourra. Mais, déjà, une autre était morte avec la destruction de Sarajevo, la ville qui était le symbole de groupes ethniques vivant en harmonie.

De quel droit puis-je pleurer quand tant d'autres ont perdu tellement plus ?

Ce que je veux affirmer, c'est que détruire Belgrade renforcera Milosevic. Il pourra se débarrasser de cette ville à problèmes, de ses médias non fidèles et de ses centres de résistance, car rien n'unifie mieux qu'un ennemi commun.

Si le but était de fragiliser Milosevic, je dirais que c'est une mauvaise initiative. Et si j'étais paranoïaque, je dirais que le but recherché était pour l'OTAN de se trouver un "ennemi rouge permanent" à l'est pour justifier sa propre existence. Mais mon raisonnement va probablement trop loin.

Ni Dieu ni maître

Ivana



On se croirait revenu huit ans en arrière. Comme pendant la guerre du Golfe, on a le diable (Milosévic dans le rôle de Saddam Hussein), l'ange gardien (les USA, alias OTAN, dans leur rôle), les bourreaux (serbes, dans le rôle des irakiens), et les victimes (kosovars, dans le rôle des koweïtiens).

La stratégie médiatique est la même : absence d'information réelle sur les peuples serbe ou kosovar, sur les effets des bombardements, mais le même faux discours sur la précision des "frappes", ou "pilonnage", et les "dégâts collatéraux" (les civils tués ou blessés). Les images qu'on nous vend sont celles d'avions décollant d'Italie, d'écrans avec une cible qui explose dans la mire comme dans les jeux vidéo, ou bien des réfugiés kosovars, déroutés, désespérés, la souffrance au visage.

MATRAQUAGE MEDIATIQUE

Et tout cela renforce un discours simple et matraqué sur toutes les ondes : tous comme un seul homme derrière la profession de foi de l'Occident, "Contre la barbarie d'un dictateur et de son armée, pour la défense des minorités opprimées". Qui contesterait le bien-fondé de cette position ? Cependant, l'adhésion trop rapide à cette profession de foi empêche de se poser quelques questions pourtant évidentes :

- Quelle est la logique de l'OTAN pour intervenir à l'intérieur d'un pays (la Yougoslavie), pour la défense d'une province (le Kosovo) qui veut son indépendance, alors que cela va à l'encontre de la "souveraineté nationale" si chère aux pays occidentaux, dont on sait comment ils répondent aux velléités indépendantistes de leurs propres provinces ?

- Pourquoi l'OTAN intervient-il en Yougoslavie et non en Turquie, où les kurdes sont massacrés en demandant leur indépendance (au fait, que deviennent les milliers de personnes arrêtées en même temps que Ocalan?), ou bien en Indonésie, qui massacre en Nouvelle Guinée, en Chine, qui refuse de désannexer le Tibet, ou encore en Israël, qui refuse d'appliquer, entre autres, les accords d'Oslo, et d'où des milliers de palestiniens ont été déportés (ceux-là sont absents des archives officielles, puisque selon les médias, la déportation des kosovars est la plus importante observée depuis la seconde guerre mondiale) ?

- Pourquoi l'Occident se

répand-il sur les difficultés et le coût de l'aide humanitaire vis à vis des réfugiés kosovars, quand ils bombardent Serbie et Kosovo de missiles qui valent un million de francs pièce, et que le coût de leur guerre se chiffre en milliards (330 millions de dollars par nuit de bombardement, 900 millions pour un hélicoptère Apache, du nom de ce peuple exterminé par la "grande Amérique"), alors que celui de l'aide humanitaire nécessaire se chiffrerait en millions ? Pourquoi jouent-ils les candides embarrassés quand ils regardent ces colonnes d'expulsés fuir les bombardements, et les vacillements des pays voisins, alors que tout cela était hautement prévisible (et bien sûr, prévu) ?

Poser ces simples questions amène à une conclusion incontournable : les motivations de l'USA, de l'OTAN et des pays européens ne sont pas celles qu'ils affichent.

Un pays sur deux sur cette planète est aux mains d'un Milosévic, d'un Pinochet ou d'un Suarto. Et dans le reste du monde, la clique du fric cache sa domination sous des airs de social-démocratie.

A partir de là, chacun peut épiloguer sur les motivations réelles de ceux qui font l'histoire officielle et spectaculaire du monde.

Ce qui est sûr, c'est que les médias sont au garde-à-vous. L'arme la plus destructrice de cette sale guerre n'est pas l'Apache ou le Tomahawk, ce sont la télé, la radio, les journaux. Aux armes, journalistes ! Vos patrons ont besoin d'un vaste marché, stable et docile !

Votre rôle est de "préparer l'opinion publique" à accepter toutes leurs saloperies, et à gober leurs justifications fallacieuses. Des tonnes de bombes déferlent sur la Serbie et le Kosovo, tout cela soit disant sans tuer personne, disaient-ils au début, quand l'opinion publique n'était pas encore bien préparée. Maintenant que cette "opinion publique" a bien été imprégnée, par les médias, de l'idée imposée "qu'on ne peut faire autrement", elle est devenue l'otage de son suivisme, et se sent, elle aussi, responsable, et obligée d'aller jusqu'au bout ; elle devrait donc accepter la multiplication des "dégâts collatéraux" reconnus par l'OTAN, sans trop broncher. Du moins, tant qu'il n'y aura pas de multiplication parallèle des images dégueulasses des boucheries que sont réellement ces "dégâts collatéraux".

DETRUIRE UN PAYS AU NOM DE LA JUSTICE

Ce qui est sûr aussi, c'est que l'OTAN est en train de détruire des bâtiments, des routes, des usines (et pas seulement d'armement), des ponts, des champs cultivés... Bref, de détruire un pays, comme ils l'ont fait de l'Irak. Pour ce qui est des victimes des bombes, on aura une meilleure estimation de leur nombre quand la guerre sera finie, il suffit pour cela de se rappeler la guerre du Golfe. Mais les morts viendront encore plus nombreux après, sur les ruines de ce pays qui devra tout reconstruire. En Irak, l'embargo de ONU tue encore les civils si généreusement épar-

Suite en page 8

gnés par les bombes (au moins 1 million de morts depuis la fin de la guerre). Mais c'est beaucoup mieux comme ça : les gosses crèvent de faim et de maladies bénignes dans le silence médiatique, et ça évite à l'opinion publique d'avoir des états d'âme. Finalement, les occidentaux ont inventé la guerre "propre", c'est à dire la guerre comme avant, dégueulasse, mais invisible, et puis, la guerre à retardement, quand, après les bombes, l'embargo décime les victimes des dictateurs punis.

Demain, les serbes auront toujours Milosevic, encore plus puissant car sans opposition, balayée au passage, et les kosovars auront l'UCK, aussi nationaliste et totalitaire que leur ennemi, sans plus d'opposition. Et les occidentaux pourront investir dans ce pays à reconstruire, à moins que le dictateur renforcé refuse allégeance au vainqueur, et ce sera l'embargo. Au pire, l'OTAN aura toujours de quoi faire tourner ses usines de guerre : il faudra bien remplacer tout ce qui aura été lâché sur la Yougoslavie, pour la prochaine, dans quelques années, je prends date.

Elise

COMMUNIQUE

Le directeur de l'Institut pour les sciences nucléaires "Vinca" de Belgrade, Petar R. Adzic, communique :

"Amis, ce que nous craignons risque fort d'arriver. Des bombes de l'OTAN risquent de tomber sur l'Institut. Nous avons déjà subi des alertes. Aussi, nous devons nous signaler que le réacteur de l'Institut, qui n'est plus en activité depuis une quinzaine d'années, contient une quantité d'uranium 235 enrichi. De plus, l'Institut renferme des substances radioactives utilisées en recherche. Je crains qu'un grave accident n'arrive, qu'en cas de bombardement, des matières radioactives ne se disséminent dans les Balkans et dans le reste de l'Europe. Je crois que cette catastrophe épouvantable peut et doit être évitée. Tant qu'elle n'est pas arrivée, elle peut être évitée".



Petites règles de lecture de la propagande médiatique :

1- Ne jamais oublier qu'il ne s'agit pas d'information mais de propagande, ce qui signifie que ce qui est dit et montré a été choisi en fonction d'objectifs plus ou moins précis ; donc,

2- Ne jamais croire d'emblée ce qui est dit ou même montré.

3- Ecouter ce qui est dit pour découvrir ce qui ne l'est pas (toujours se demander pourquoi ils parlent d'une chose et pas d'une autre). Par exemple, on rencontre pas mal de personnes qui "savent" que "la télé raconte des conneries", mais qui pensent que c'est quand même "bien" que l'OTAN "fasse quelque chose" contre un fasciste comme Milosévic. Pourquoi pensent-ils qu'il y a urgence contre Milosévic et pas contre l'Indonésie ou la Turquie ? Et pourquoi en arrivent-ils à justifier qu'on bombarde tout un peuple pour contrer un fasciste ? Parce que les médias nous ont conditionnés, en nous montrant les images des combats entre serbes, bosniaques, croates ou kosovars depuis plus de 5 ans. Les mêmes combats ou répressions ont lieu ailleurs, exactement en même temps, avec la même violence et les mêmes atrocités, mais la télé ou les radios n'en parlent pratiquement pas. La première question qui se pose est : Pourquoi ?

Tenter de répondre aux questions que les médias nous disent de nous poser, avant de répondre à celle-ci est tomber dans un piège.

4- Regarder ce qui est montré pour voir ce qui est caché. Il suffit parfois de se demander "où sont les cameramen ?", pour se rendre compte, par exemple, que le film n'a pas été réalisé en pleine action de guerre comme nous le laisseraient croire des mouvements "incontrôlés" de la caméra, ou bien que le type filmé sous 3 plans différents n'entre pas seul se "recueillir" dans le temple, mais précédé d'une armée de techniciens. Il suffit parfois de regarder, non plus le film, mais le cadrage (large ou serré), pour se rendre compte, par exemple, que la manifestation dont il est question ne rassemble pas des milliers de personnes, mais tout au plus quelques dizaines.

Tous les exercices de ce style sont réellement utiles pour tenter de prendre du recul par rapport à la puissance de l'image.

Aurore



DANS LA RUE

Dans notre précédent numéro, nous annonçons deux manifestations à Toulouse. En voici le compte-rendu.

MARCHE "JUSTICE POUR HABIB"

Dans les précédents numéros du Combat syndicaliste, nous avons évoqué la mort de Habib, ce jeune assassiné au mois de décembre par un policier. Nous avons également raconté comment, après la révolte des jeunes, les politicards habituels, avec quelques organisations institutionnelles du quartier et un petit nombre d'associations d'habitants avaient organisé une réunion appelant les habitants à venir discuter à propos d'une marche, prévue par avance par les organisateurs. Etant présents sur le quartier, plusieurs militants de la CNT AIT avaient décidé de participer à cette marche. Toutefois, lors de réunions tenues en comité restreint, les organisateurs de la marche avaient décidé qu'aucun sigle politique ou syndical ne devrait apparaître. Cette décision posait pour nous un certain nombre de problèmes :

- tout d'abord, les mots d'ordre de la manif ne correspondaient pas réellement à ceux que la CNT-AIT a toujours mis en avant. En effet, si nous nous reconnaissons dans la revendication de justice dans une position contre les inégalités sociales, il était pour nous impensable de cautionner la demande de plus de police, même présentée sous la forme d'une *police plus juste* ou de passer outre une critique radicale du patronat et de ses complices (gouvernement, médias, politicards...),

- de plus, il nous paraissait inimaginable de défiler sans nous en démarquer de façon claire au côté de membres d'organisations qui venaient se donner un aspect social compatissant dans la manif pour Habib mais qui, peu de temps auparavant, avaient condamné les jeunes en organisant par exemple la grève des chauffeurs de bus ou en soutenant politiquement l'action de la police.

-enfin, nous nous sommes interrogés sur le refus des syndicats et partis de gauche de s'afficher es qualité dans cette manifestation. La réponse que l'on nous faisait le plus fréquemment était que les habitants refusaient l'apparition des sigles pour éviter toute récupération. La raison véritable nous semble autre. Rappelons que la manif

sécuritaires et qui basent une bonne partie de leur campagne électorale là-dessus n'étaient pas très chauds pour défiler toutes banderoles déployées devant leur électorat du centre aux côtés de ces mêmes jeunes que, par la voix de leur propre ministre de l'intérieur, ils qualifient de sauvages. Il nous semble justement que c'est là que ce situe la manipulation de l'opinion et la récupération de la colère des jeunes et pas dans le fait de défiler clairement sous une banderole qui affiche sans ambiguïté nos idées.

Quoiqu'il en soit, après avoir discuté avec divers jeunes, entre autres ceux de l'Association 9 bis et Coraiw, nous avons décidé de participer à la marche en défilant avec notre propre banderole qui, si elle ne portait pas de sigle, conservait néanmoins nos couleurs rouge et noire et un slogan qui correspondait à nos



devait descendre sur la ville et la traverser, de Reynerie au Capitole puis à St Etienne. On comprend que les partis de gauche qui prônent des théories

idées : "La violence , c'est l'état et les patrons". Le déroulement de la manif nous a montré que nous n'étions vraiment pas les seuls à nous

reconnaître dans ce slogan !

Nous étions au début une petite trentaine de militants et sympathisants à nous être regroupés sur la place Abbal à la Reynerie un moment avant le début de la marche. Peu de temps après notre arrivé, nous avons eu droit à un petit défilé de personnes venant protester contre notre présence. Il s'agissait de politicards, que nous connaissions déjà, qui ne parvenaient pas à digérer notre présence. A souligner, le manque d'honnêteté de ces gens. Ainsi, une dame est allée dire à un militant : "Vous ne savez que nous avons décidé qu'il n'y aurait pas d'organisations ? Il vous faut retirer votre banderole". "Mais qui a décidé ça ?" demande le militant. Réponse de la dame : "Nous autres, les habitants du quartier". Manque de chance pour la dame -que nous retrouverons quelques minutes après au volant d'une voiture sonopersonne ne la connaît dans l'attroupement qui s'est formé. Le militant, plusieurs jeunes lui demandent où elle habite exactement. Elle parle d'autre chose, change de sujet... mais elle doit bien finir par avouer qu'elle vient de... Tournefeuille, un quartier vraiment très chic. Il ne lui reste plus qu'à fuir au milieu des éclats de rires. Que des gens viennent manifester de Tournefeuille, c'est très sympathique. Qu'ils se fassent passer pour des gens du quartier, qu'ils parlent à leur place, c'est misérable. Fin de l'épisode.

Déception supplémentaire pour les politicards : de nombreux jeunes sont venus demander ce que nous faisons là et se sont mis à nos côtés en nous soutenant totalement, en nous appuyant et en envoyant paître les politicards. Ces derniers se trouvaient donc assez perplexes et ont usé de tous les moyens pour tenter de nous discréditer, allant jusqu'à dire à la sono que *"la violence n'était pas seulement dans le quartier mais aussi dans la manif"* (dans le genre : "suivez mon regard"). Nous avons même eu droit à un double cordon

sanitaire au début de la marche (un devant et un derrière nous), ce qui ne nous a pas empêché de discuter avec de nombreux habitants venus dans notre cortège et ... avec les jeunes du cordon sanitaire qui ont très bien compris notre point de vue et qui ont rapidement auto-dissout le cordon !

La manifestation a donc été pour nous une grande réussite puisque notre présence a été très appréciée au moins par une bonne partie de la population malgré tous les efforts des politicards pour la monter contre nous.

Cela n'était pas la seule déconvenue qui attendait nos détracteurs. En effet, cette manifestation qui regroupait au moins 2 000 personnes était censée se cantonner à de bons sentiments et réclamer un lieu de parole (traduction = un local pour les associations contrôlées par les politicards). Au lieu de cela, les jeunes du quartier, regroupés en tête du cortège, n'ont pas attendu que qui que ce soit vienne leur dicter leurs revendications. Les représentants politiques bien pensants n'ont eu d'autre choix que de défiler derrière des slogans tels que "Police = assassins", scandés à gorge déployée. Ils se doutaient bien qu'ils ne contendraient pas complètement la colère des jeunes, et on comprend leur prudence et leur refus de déployer leurs traditionnelles banderoles PS, PC, SUD, CGT, CFDT... Evidemment, avec les slogans des jeunes, ils risquaient de perdre pas mal de voix dans un électorat apeuré. Pour donner un exemple du niveau de trouille et de stupidité qui régnait en ville ce jour là, signalons que la grande majorité des commerçants baissait les rideaux de fer au fur et à mesure que le cortège avançait, certains faisant rentrer précipitamment les gens dans leur boutique pour les protéger ! En dehors des politicards qui faisaient de plus en plus la gueule, l'ambiance était pourtant bonne avec des jeunes qui distribuaient aux manifestants et

aux passants qui n'avaient pas fui des dates et du lait.

Au même moment, avait lieu en centre ville une manif pour les sans-papiers. Une petite partie de cette dernière attendait place Esquirol pour rejoindre le cortège de Reynerie. Quelle ne fut pas notre surprise d'apprendre que certains des politicards qui avaient voulu nous interdire de nous joindre à la marche avaient ensuite pris le métro pour demander au rassemblement des sans-papiers de se dissoudre avant que la marche de Reynerie n'arrive pour ... éviter des heurts lorsque les jeunes des quartiers arriveraient ! On se demande plus après ça comment les rumeurs de violence au Mirail se propagent. La réponse est bien simple : ceux qui, d'un côté, prétendent soutenir les jeunes et donner une meilleure image du quartier, sont les mêmes que ceux qui donnent des jeunes l'image de sauvages dont nous abreuvent les médias.

Pour nous, la manif s'est terminée au Capitole où nous avons quitté le cortège. Notre idée étant de nous montrer solidaires des autres habitants du quartier, de donner notre position, mais pas d'aller quémander auprès de la mairie ou de la préfecture. Pour nous, seule la lutte paye.

Des habitants du quartier,
adhérents de la CNT-AIT

1er MAI 99

Voici quatre ans que la CNT-AIT de Toulouse a pris l'habitude de délaisser la traditionnel cortège "unitaire" pour organiser son propre rassemblement. Nous avons en effet pensé à ce moment là que, plutôt que le sempiternel défilé en centre ville, l'occasion du 1er Mai était bonne pour essayer de sortir du milieu militant pour aller vers les gens, pour essayer de dialoguer avec la partie de la population qui est le plus rudement soumise à l'exploitation (chômage, précarité,

racisme, misère...). C'est pourquoi c'est au Mirail, plus précisément à Bellefontaine, que nous avons pris l'habitude de nous retrouver le 1er Mai bien que l'absence de transports en commun (aucun bus ni métro ne circule ce jour là à Toulouse) constitue pour les habitants du reste de la ville un obstacle pour rejoindre ce quartier éloigné.

Cette année, ce rassemblement de solidarité prenait une allure particulière après la période secouée qu'a traversé le quartier et qui a été largement exploitée par les médias pour augmenter la mauvaise réputation du Mirail et le présenter comme un coupe-gorge !

Contrairement à tous les mauvais pronostics, tout c'est bien passé, sans le moindre incident. De 10 h 30 à 12 h 30, autour de la table de presse et d'un stand plus convivial (thé, café) tenus par des militants de la CNT-AIT de Toulouse (dont des habitants du quartier), avec la participation de compagnons de Montauban et du Quercy, plus d'une centaine de personnes sont venues discuter tant de ce qui se passe dans le quartier que de questions plus générales : conditions de travail, papiers, solidarité, habitat...

Dans les jours précédents, nous avons distribué à tout le quartier un petit bulletin, " Un autre futur ", dont les textes avaient été partiellement traduits en arabe, portugais, espagnol et espéranto. Il a été particulièrement bien reçu et a servi de base à de nombreuses discussions tant pour faire la critique de la répression que pour présenter ce qu'est la CNT-AIT ou expliquer le sens du premier mai. Plusieurs habitants nous avaient amicalement ramené leur exemplaire après avoir corrigé les fautes de la traduction arabe " que, si vous le réimprimez, elles soient corrigées", et beaucoup d'autres pour pouvoir approfondir nos positions.

Les discussions sont allées bon train tout le matin et elles ont été très positives. Pour notre part, nous n'avons pas vu le moindre "sauvageon", tout au contraire : c'est très naturellement et très socialement que des enfants du quartier se sont joints eux aussi quelques moments à ce moment de convivialité solidaire. On

le voit, tout c'est passé le plus simplement du monde, sans tambour ni trompette, sans l'ombre d'un policier ou d'un journaliste, bref dans les meilleures conditions.

Mais, ce 1er Mai 99, la violence n'était pas là où on l'attendait : c'est dans le cortège du centre ville qu'elle s'est exprimée. La jeunesse dorée de l'UNEF-ID tenait congrès à Toulouse et le congrès était aller défilier avec la CGT, le PC, le PS et compagnie. Il s'en est suivi de fortes frictions avec une vingtaine de dissidents toulousains de l'UNEF-ID qui, à l'entrée de la salle du Congrès, ont été violemment frappés.

Si un événement identique s'était produite au Mirail, nous aurions eu droit à tous les commentaires, à toutes les analyses sociologiques possibles et imaginables. Comme il s'agissait non pas de jeunes de banlieue mais, pour une bonne part, d'enfants de "bon milieu", une ou deux lignes ont évacué ce fait dans la presse.

Marc.

Nos compagnons de Foix nous communiquent que leur table de presse du premier mai c'est également bien passée.

CONTROLE SAUVAGE

Il m'est souvent arrivé, comme à vous tous je suppose, de me faire contrôler en prenant le métro, mais ce vendredi, ce fut vraiment particulier.

Descendue à Matabiau, un jeune employé de la SEMVAT m'interpelle pour un contrôle. Là, surprise : mon ticket acheté la veille ne correspond soi-disant pas à ma carte-clef et le contrôleur, aussitôt rejoint par un collègue me commande, d'un air n'admettant pas le refus, de le suivre. De toute manière ajoute-t-il d'un air qui en dit long, si je refuse, "on m'attendra à la sortie". Guère rassurée et en me demandant bien ce qui ne va pas, je le suis dans un couloir bétonné, triste à souhait, jusqu'à une pièce sans fenêtre. Rien, mis à part une banquette, sur laquelle on me dit très *gentiment* ne m'installer, et un bureau près duquel se mettent à discuter les agents sur les "risques" qu'ils encourent lorsqu'ils

sont à la station Mirail, Reynerie..., les insultes tous les jours... ils veulent se faire plaindre ou ils se prennent pour des héros ? Après 20 bonnes minutes d'attente, NEUF vérificateurs arrivent, regardent mes tickets, s'assoient près de moi et me disent que ce n'est peut-être pas moi qui ai acheté ce ticket. Abasourdie, je rigole. Le ton monte légèrement. On me dit qu'il est bien inutile de mentir, qu'ils savent que ce n'est pas moi l'acheteur du ticket. L'histoire est extraordinaire : pour un ticket de 45 francs, on me fait passer quasiment un interrogatoire policier. Mais que me veulent-ils ?

Enfin, l'un des quatre agents (heureusement qu'ils sont si nombreux, on ne sait jamais...) a l'idée de simuler l'achat d'un ticket avec ma carte-clef. Là, on se rend compte que celle-ci a été recodée lors de l'annualisation : la machine a commis une erreur. Confusion des contrôleurs qui, s'excusent enfin avec un sourire. Conclusion : j'ai été détenue contre mon grès, dans un endroit sordide et sans pouvoir communiquer avec l'extérieur, pendant plus d'une demi-heure. Isolée, j'ai été soumise à la pression psychologique, de neuf vérificateurs et quatre contrôleurs. Je me suis fait traiter de menteuse, c'est-à-dire insulter. C'est un traitement dégradant pour une personne humaine, personnellement, cela m'a traumatisé tellement c'était humiliant ! Jusqu'à quand la SEMVAT va-t-elle se permettre de telles exactions ?

Corinne.

LE BILLET DE GEORGES

Depuis l'abolition de l'esclavage, ils ont inventé les chantiers d'insertion. On travaille à 2800 francs par mois. Les permanents, eux, touchent leur gros chèque par exemple du CNESA (Ministère de l'agriculture). Ils vendangent à leur profit personnel, pas pour le social. Ils sont tranquilles. Le ministère de la solidarité a nommé à la cour des comptes un copain de la gauche poubelle pour faire les contrôles des associations caritatives qui organisent ça. C'est pas demain qu'ils mettront fin à cet esclavage des temps modernes.

Georges.

Plusieurs lecteurs, qui se trouvent excentrés ou qui ont peu de disponibilité en temps nous ont posé la question de savoir comment ils pouvaient participer au travail de propagande de la CNT-AIT ou des Jeunes Libertaires. Il est toujours possible de participer, en diffusant le journal et les brochures autour de soi, en utilisant les auto-collants ou affiches. Si vous êtes intéressés par une ou plusieurs des propositions suivantes, n'hésitez pas à nous contacter soit à l'adresse du secrétariat régional (Montauban), soit à celle du journal (Toulouse).

DIFFUSION DU COMBAT SYNDICALISTE :

Tous les deux mois, vous pouvez recevoir le nombre d'exemplaires du journal que vous souhaitez. Vous pourrez ainsi le déposer chez les marchands de journaux de votre coin ou le diffuser auprès de vos amis. Seuls les exemplaires vendus sont à payer.

AUTOCOLLANTS :

Autocollants en noir et rouge avec les slogans : "Non à la flexibilité", "Contre l'état et le capitalisme, pour une société libertaire", "La flexibilité, c'est la précarité pour tous - contre l'état et le capital, pour le communisme libertaire", "Travailleurs, salariés, chômeurs, unis contre le capitalisme", "Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, même combat". Tous ces autocollants sont signés "Anarcho-syndicalisme, CNT-AIT" et comportent l'adresse de Toulouse.

Pour recevoir un panache de ces autocollants : 10 francs les 20, 50 francs les 100 autocollants.

AFFICHES :

Affiches bi-couleurs noires et rouge, format A3, 1 franc pièce :
- "Conditions de travail, vie

chère, hiérarchies, oppression : Les élections passent, les problèmes restent. CNT AIT"

- "Etudiants aujourd'hui, chômeurs demain, exploités toujours ! Organise toi et lutte. CNT AIT Anarcho-syndicalisme" (Illustration Simpson)

BROCHURES :

Pour lire, diffuser, tenir des tables de presse, nous vous recommandons les titres suivants : "Fascisme et travail" par la CNT-AIT de Marseille ; "Immigration : réponses aux mensonges racistes" par la CNT-AIT de Besançon ; "Flexibilité, précarité" par la CNT-AIT de Marseille ; "Réflexions sur le chômage" par la CNT-AIT de Caen ; "La CNT en Mai 68" par un militant ; "Délégués du personnel, comités d'entreprise ... les élections professionnelles contre le syndicalisme" par un militant ; "Les

prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent" par la CNT-AIT du Doubs ; "Les évangiles c'est du bidon", par Peilharot ;... (liste complète sur demande). 10 Francs l'exemplaire. 50 % à partir de 5 exemplaires.

MATERIEL DES JEUNES LIBERTAIRES :

Affiches une couleur. 0.5 f. pièce :

- "La dictature, c'est ferme ta gueule, la démocratie c'est cause toujours - Abstention active. Jeunes libertaires"

- "Si les élections pouvaient changer la vie, elles seraient interdites - Abstention active. Jeunes libertaires".

- "Unis contre l'état, les intégrismes, les exploités. Jeunes libertaires". Bulletin : "Il était une fois la révolution, con !". Abonnement : 50 francs les 5 numéros.

POUR NOUS CONTACTER DANS LA REGION

MONTAUBAN : CNT-AIT, BP 158, 82001 MONTAUBAN CEDEX.
(Secrétariat régional Midi-Pyrénées)

TOULOUSE : CNT-AIT, 7 rue St REMESY 31000.
Téléphone & Fax : 05 61 52 86 48

Pour nous rencontrer, discuter, participer au luttes en cours, consulter la bibliothèque du CDES...: Permanences, réunions publiques à Toulouse: CNT, Jeunes Libertaires, CDES tous les samedis de 17 à 19 heures au 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes). Table de presse tous les dimanches matins aux puces (place St Sernin) à partir de 10 h 30.

FOIX : CNT-AIT, 1 rue des GRANDS DUCS, 09000 FOIX.

POUR VOUS ABONNER :

L'abonnement normal au "Combat syndicaliste - lettre du CDES" est de 50 francs par an. L'abonnement de soutien est de 100 francs ou plus. En cas de difficultés économiques, l'abonnement est gratuit (nous consulter). Pour vous abonner, envoyez le bon ci-dessous, accompagné d'un chèque à l'ordre de : CDES (CCP : 3 087 21 H - TOULOUSE) à l'adresse suivante : CDES, 7 rue St REMESY, 31000 Toulouse.

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

C'est la huitième année consécutive que le 1er Mai se passe en temps de guerre. Au cours de ce siècle, aucun autre pays européen n'a subi une aussi longue guerre. Il est vrai cependant, que la Serbie n'était pas officiellement en guerre, en tout cas, pas dans le sens qu'elle aurait déclaré la guerre. Mais depuis huit ans, la guerre est le principal élément de notre vie et de notre sort. Depuis huit ans, le 1er Mai des travailleurs est taché de sang, taché à la fois par notre sang et par celui de ceux qui étaient jusque récemment nos compatriotes !

Il y a maintenant huit ans que la Serbie vit sans sa classe ouvrière, huit ans qu'on entend des chansons et des slogans de marchands de guerre, nationalistes et chauvins, huit ans qu'on nous divise entre "les serbes" et "les autres", pendant "qu'au nom et dans l'intérêt de la classe ouvrière" on ferme les usines en jetant les travailleurs à la rue et dans les marchés aux puces, sans avenir ni espoir.

L'OTAN est arrivé à la fin du dernier acte de la pièce. Les travailleurs dont les usines ont été finalement détruites par l'OTAN ont rejoint les travailleurs chassés de leur travail depuis des années à cause de la politique aventuriste, irresponsable et anti-ouvrière du régime serbe. Espérons que ce soit l'épisode final de cette tragédie collective, de l'alliance contre nous des

deux ennemis, des forces intérieures et étrangères, et, à l'occasion de ce triste 1^{er} Mai, espérons voir les travailleurs ouvrir les yeux et dire pourquoi tout ceci est arrivé. Pendant toute cette période on nous a demandé de prouver notre patriotisme en obéissant au pouvoir, de trahir nos intérêts de travailleurs, de trahir le 1er Mai. Beaucoup d'entre nous ont accepté cela. C'est pourquoi la Serbie est en ruines, c'est pourquoi le 1er Mai est taché de sang.

A partir de ce 1er Mai, les travailleurs doivent se servir de leur tête. Il ne doit pas y avoir de place dans la tête d'un travailleurs pour "les serbes", "les albanais" ou n'importe quelle appellation de ce genre. La tête d'un travailleur doit s'inquiéter de savoir s'il a du travail ou non. Dans la tête d'un travailleur, les serbes, les albanais, les habitants de n'importe quelle autre nation combattent pour les droits et libertés des ouvriers, pour de meilleurs salaires, pour des régimes de retraites meilleurs et plus sûrs, pour une vie digne. Des travailleurs qui ne sont pas divisés ethniquement, des travailleurs qui ne portent pas de signes nationaux distinctifs peuvent apporter une contribution inestimable à la construction d'une société démocratique, dans laquelle l'individu passe devant la "nation". C'est comme cela que nous réussirons finalement à obtenir la paix et que nous garantirons que ce premier mai soit le dernier premier mai ensanglanté. Nous devons cela à tous les travailleurs qui ont perdu la vie partout sur la planète en combattant pour les intérêts du monde du travail et dont nous semblons avoir oublié le sacrifice avec cette danse macabre du nationalisme et du chauvinisme.

C'est notre dernière chance de revenir aux valeurs qui fondent le 1er Mai, fête internationale des travailleurs.

Belgrade, le 29 avril 99

Neza Visnost

(Confédération syndicale de Serbie).

INFORMATIONS

L'U.S.I. (Union Syndicale Italienne), section de l'A.I.T. a immédiatement appelé, dès le début des frappes aériennes, à la mobilisation contre la guerre. Plusieurs milliers de personnes répondant à cet appel et à celui des organisations libertaires italiennes (comme la FAI) et de divers mouvements pacifistes ont participé à des journées d'action nationales.

En ce qui concerne notre section, les initiatives contre la guerre se sont multipliées. En région Méditerranée, comme dans l'Est ou le Midi, ... les syndicats de la CNT-AIT ont fait connaître leur point de vue. Le présent numéro du C.S. reprend un certain nombre de ces textes

SI

COMMUNIQUE

Une délégation de l'Association des Mères de la Place de Mai (Argentine), composée de sa présidente, Mme Herbe Bonafini, d'une membre de la commission exécutive, Mme Maria de Mascia et de l'avocat des Mères, Maître Sergio Schoklender se rendra à Belgrade pour demander la paix pour tous les protagonistes. Les Mères de la Place de Mai tiendront des réunions avec toutes les autorités mais surtout avec toutes les organisations sociales, en particulier les organisations de femmes.

Etant convaincues que l'escalade de la violence ne fait qu'aggraver le conflit, les Mères sont prêtes à défier tous les risques pour porter un message de paix.

La présence des Mères à Belgrade constituera une protestation à la face du monde contre les persécutions ethniques et les bombardements de l'OTAN."

Herbe Bonafini



Dans les Balkans, le libéralisme succédant au communisme d'état et vice versa, n'ont pas résolu les conflits sociaux. Avec le Kosovo, l'Albanie de 1999 plaît bien plus aux médias occidentaux, que l'Albanie des grèves générales de 1990 et 1991, ou l'Albanie étaticide de 1997, très vite oubliée.

C'est pourquoi il est bon de rappeler ce qui suit.

Suite à une arnaque financière, si tant est que ce terme ne soit pas un pléonasme, des émeutes éclatent dans le pays dès le 16 janvier 1997. Le 25 janvier, le gouvernement de Sali Berisha commence à rembourser les albanais escroqués par les capitalistes au pouvoir, mais rien n'y fait : les 5, 6, 7, et 8 février, les émeutes reprennent de plus belle.

Les mairies, les commissariats, les bâtiments publics sont les cibles des émeutiers, qui sont de plus en plus nombreux. Un tract rédigé par des albanais émigrés en Grèce, reproduit dans le C.S. de mai-juin 1997, revendique l'origine sociale de ces émeutes. La grève de décembre avait ainsi regroupé 200.000 grévistes sur une population de 3 millions. L'escroquerie financière était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase plein des conflits entre les aspirations de la population et les ambitions de ses dirigeants. A Vlorë (Flora) le 10 février, 50 policiers sont capturés, désarmés et déshabillés. "La ville est contrôlée par les émeutiers" écrit la presse. 30 000 manifestants (sur 70 000 habitants), fêtent cette libération le 12 février, en détruisant le siège du Parti Démocrate au pouvoir de Berisha. Dans toutes les villes du sud, "les policiers se débarrassent précipitamment de leurs uniformes". L'exemple fait tâche d'huile.

Puis, plus aucune information dans la presse. Silence radio. significatif : l'idéologie dominante est en "terra trop incognita" et le tabou protège le totem.

Terre de liberté : aucune institution, pas même le parti socialiste dans l'opposition, ne peut maîtriser la fièvre de liberté qui s'est emparée des albanais.

Les informations ne repren-

dront qu'avec la prise des casernes par le peuple de Vlorë le 28 février, et le début de l'insurrection armée. Que s'est-il passé ?

Pendant 15 jours, cette ville semble avoir vécu en totale autogestion, sans problème et sans faire de vagues. On n'en reparle que quand la police secrète de Berisha tente un putsch et que la population défend victorieusement sa liberté conquise, en prenant d'assaut les casernes. Il n'y a que 9 tués, car les militaires (des conscrits, fils du peuple), ont déserté en masse et désobéi aux ordres du pouvoir.

Cet exemple est contagieux. Les casernes, les banques, les tribunaux, les prisons et autres préfectures sont les victimes de l'insurrection généralisée. Les insurgés parlent de marcher sur la capitale de Tirana. Accessoirement, l'état a disparu. Il y a très peu de morts.

Le 4 mars, la ville de Sarandë forme à son tour "une communauté municipale autonome". Onze de ces communautés se fédèrent. L'offensive de l'état et de ses institutions contre la commune de Vlorë s'est transformée en déroute pour le pouvoir.

Le peuple albanais retrouve les bons réflexes "dans les villes et les villages, c'est le peuple en arme qui exerce le pouvoir. On provoque des assemblées populaires, on assiste à l'apparition d'une organisation à la base vers le haut" écrit "Die Tageszeitung" de Berlin.

Alors que la violence provient de la police secrète mercenaire de l'état, laquelle n'hésite pas à mitrailler les manifestants du haut d'hélicoptères, tous les partis lancent un appel au calme et au désarmement de la population. Personne ne les écoute.

Le mouvement gagne le nord du pays : le 15 mars, il n'y a plus de prison en Albanie. La révolte est à son apogée. Mais la mafia occidentale de l'information, instrument de l'aliénation mentale, concentre ses moyens "intellectuels". Alors qu'aujourd'hui elle soutient le nationalisme albanais, elle lui dénie toute existence en 1997.

DES INFORMATIONS A GEOMETRIE VARIABLE

C'est "un pays miné par la fracture communautaire. Depuis 1992, les Guègues du nord ont chassé du pouvoir les Tosques du sud", dicit Libération. Conneries ! Cette façon de détourner les causes du conflit nous montre que le nationalisme, comme la religion (car ces événements ont quelques similitudes avec les "émeutes du pain" en 1988 en Algérie et ce qui a suivi) sont toujours les grosses ficelles de l'écrasement des revendications du prolétariat.

Les journalistes, comme on le voit dans cet exemple, sont prêts à inventer n'importe quoi pour éviter de décrire l'insurrection dans son contexte social de lutte de classes. Il font dans le cliché, mafia et désordres sont des "analyses" aussi proches de la vérité que ces Guègues et ces Tosques, dont on n'a plus jamais entendu parler.

Peu importe, tout ceci allait pouvoir justifier... une intervention humanitaire ! Laquelle aura pour but de restaurer l'état.

Le 13 mars, Berisha, même plus obéi par son armée, demande l'intervention militaire européenne contre son propre peuple. Il est intéressant de constater que ce même Berisha, qui n'a en bouche en 1999 dans le conflit du Kosovo que les mots de "nation albanaise" demandait en 1997 une intervention armée étrangère contre les albanais...

Suite en page 11

Si l'actualité internationale s'est concentrée autour des bombardements dans les Balkans, le travail de solidarité entre les travailleurs dans le monde a continué au sein de l'AIT.

BENGLADESH

Plus de 30 000 travailleurs de différentes branches industrielles viennent de faire connaître qu'ils demandaient leur adhésion à l'AIT. Il reviendra à toutes les sections adhérentes de l'AIT et donc à tous les adhérents de l'AIT, au vu des documents et statuts que ces militants nous font parvenir, de réfléchir à cette demande, de poser les questions que les uns ou les autres estimeront nécessaires et, en cas d'accord sur le fond et la forme, de voir comment nous pourrions les accueillir dans les meilleures conditions. C'est le fonctionnement de l'AIT, un fonctionnement qui ne repose pas sur les décisions de quelques-uns mais sur la volonté de tous, ce qui lui vaut paradoxalement d'être qualifiée par les amateurs de pouvoir, de "dogmatique", tout simplement parce qu'elle ne participe pas à ces "marches", "conférences", et autres manifestations de "prestige" décidées par quelques-uns au nom de tous.

TCHÉQUIE

Nous avons parlé dans nos précédents numéros de Michal Patera, emprisonné en Tchéquie pour s'être défendu contre des néo-nazis.

La section portugaise de l'AIT se charge maintenant de coordonner la solidarité sur le plan international. Elle a reçu en particulier un important soutien du Bangladesh.

A signaler en France, la journée régionale de Dijon le 28 mars dernier organisée par des compagnons de la CNT de Dijon et de Besançon et l'ABC / MALOKA : rassemblement le matin suivi d'un concert le soir au squatt des Tanneries qui a été un véritable succès. Cette mobilisation dans la capitale bourguignonne était pour les organisateurs un symbole important : la région et la ville on mis en place un partenariat industriel et commercial avec la ville de Prague. Vaclav Havel, le président tchèque, est d'ailleurs venu à Dijon lors de sa récente visite en France. Cette action de solidarité a permis de commencer à tisser d'autres liens que ceux des politiciens et des capitalistes entre Prague et la Bourgogne. Un grand merci aux compagnons dijonnais et notamment à MALOKA pour la logistique et la réussite de cette journée.

Le soutien à Michal Patera doit se poursuivre. On peut adresser un soutien financier à :

CNT-AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse (CCP : 3 117 57 H - Toulouse).

On peut également écrire d'une part à tout ce qui représente des intérêts tchèques pour protester et demander sa libération et d'autre part écrire à Michal (c'est bon pour le moral) à l'adresse suivante :

Michal PATERA (1976), PO box 5, 14057 PRAHA, République Tchèque.
S.I.

SOUSCRIPTIONS DE SOLIDARITÉ

En complément des sommes répertoriées dans le précédent numéro, le SI a reçu les souscriptions de solidarité suivantes (4ème liste) : CNT-AIT St Nazaire 70 f ; T.B. (75) 100 f. ; CNT-AIT STB Pau 500 f. ; Association MALOKA Dijon 1 400 francs ; J.P. (25) 200 f. ; S.V. (77) 50 f.. Toutes ces sommes sont pour la Tchéquie et CNT-AIT Bordeaux 600 f. (300 f Tchéquie + 300 f. Chili).

Une vaste opération de police militaire commence le 19 mars. L'Italie proclame l'état d'urgence. On ne saurait mieux évoquer le spectre de la contagion qui guide les décisions de nos dirigeants... Le 23 mars, les policiers italiens font leur apparition sur le sol albanais. Ils accompagnent quelques sacs de farine, alors que l'Albanie est un pays essentiellement agricole.

Le 15 avril débute l'opération "Alba", véritable opération de police des pays alliés-nés contre une population qui brisait ses chaînes.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les Balkans est une montée en puissance du contrôle central militaire et policier sur une société humaine, pour la normaliser, la formater aux canons idéologiques dominants. Sur France Info par exemple, on n'hésite pas à dire que l'apprentissage de la démocratie dans les Balkans se fera au contact de... l'armée de l'OTAN ! Il est vrai que cette société, après avoir vécu le communisme d'état et le capitalisme, pouvait basculer dans la contestation globale du centralisme d'état.

Comme le précise dès décembre 1998 un article du Combat Syndicaliste à propos de toute la Yougoslavie, "la contestation ouvrière (qui s'amplifiait depuis 1987) se double, voire se retrouve devancée, par des contestations nationales". Comme dans le passé avec l'Algérie des "émeutes du pain" de 1988, ou le Liban de 1974, c'est la résurgence du nationalisme/religion qui permet de détourner un conflit social de classe anti-institutionnel en conflit entre institutions. C'est aussi ce qui se passe depuis des années dans le pays Basque ou en Irlande. Cela pour le plus grand profit de l'état et du capitalisme, qui se posent alors en arbitres, et imposent leur "pax otana" à l'image de la "pax romana" de l'Empire Romain.

Un militant CNT-AIT

L'Algérie est en guerre depuis sept ans. Totalitarisme d'état contre totalitarisme religieux. Le nombre de morts donné par les croque-morts officiels est de 500 000.

Sept ans de luttes de pouvoir entre des clans ! 200 morts par jour ! Et cela ne s'arrêtera pas tant que l'appropriation des biens, de tous les biens, par une clique ou l'autre ne sera pas réalisée. Après cela, la guerre se terminera peut-être, à moins qu'un soulèvement social ne se produise, tant est immense le délabrement des conditions de vie du peuple. Derrière cette guerre, qui s'habille de démocratie ou d'islamisme, se cache un cynique dépeçage de l'Algérie. Et cela, les médias prennent soin de ne jamais en parler. Alors, de retour d'Alger et de quelques villes du sud, je veux dénoncer l'autre face de cette guerre, celle de l'argent, du profit, de l'exploitation, du pillage.

Grâce à cette guerre, le FMI (Fonds monétaire international) met en place en toute tranquillité un plan de restructuration qui consiste à libéraliser le marché, privatiser les entreprises, licencier les travailleurs (70 000 licenciements en quatre ans). Sous Boumediene et consorts, grâce aux ressources énergétiques du pays (gaz, pétrole), le peuple, s'il n'avait pas droit à l'opulence du clan au pouvoir, ne mourait pas de faim. L'état subventionnait tous les produits d'importation de première nécessité, l'école était réellement gratuite, ainsi que la santé. Le khalife Boumediene et sa cohorte de militaires régnaient en pères et maîtres, sans instabilité politique, sans soulèvements sociaux. A l'heure de la mondialisation, cette lutte de pouvoir était certainement la bienvenue. Rien n'est autant inhibiteur que la peur. "La terreur rend les peuples muets", bien des dictateurs vous le diront. Grâce à cette guerre, des concessions pétrolières ont été cédées aux capitalistes américains, allemands, canadiens, français et Italiens. Dans ces sites, pas un attentat, pas un faux barrage, pas une boucherie, pas un carnage. Le pétrole et le gaz coulent à flots. La surveillance est infaillible. Les Américains ont

amené dans leurs bagages leurs propres chiens de garde. Aucun civil ne peut y pénétrer sans un sauf-conduit. "Un pays dans le pays." On a découvert des gisements d'or dans le Sahara central. Une entreprise d'exploitation a déjà été mise en place en partenariat avec les sud-africains. Durant l'hiver 1998-99, une équipe d'Américains, de Canadiens et d'Australiens a été invitée par les autorités algériennes pour la visite d'autres sites et pour la négociation des concessions futures. Il paraît que ceux-là sont plus gourmands et ne veulent pas des traditionnels 49 % des parts de l'entreprise, mais 50 %.

Grâce à cette guerre, des militaires et des représentants de l'état se sont accaparés tous les gros marchés (pharmaceutique, immobilier, café, sucre, bananes), et la société nationale de production de médicaments (ENPHARM), après avoir été coulée par cette clique, a été mise en Bourse en février 1999, les gros actionnaires étant toujours les mêmes : militaires et politicards.

Grâce à cette guerre, les multinationales, Coca-Cola, Daewoo, se sont enfin implantées en Algérie.

Grâce à cette guerre, et avec l'aide du FMI, l'inflation a atteint des proportions insupportables pour la plupart des gens. Et ce n'est pas fini, ce n'est que le début. La misère s'est installée partout. Il n'existe plus de classe moyenne. Il y a les riches, les très riches, il y a les moyennement pauvres et il y a les totalement démunis. Le fossé entre riches et pauvres se creuse à une allure vertigineuse.

En effet, comment peut-on s'en sortir lorsque le salaire d'un smicard est de 5 000 dinars, celui d'un cadre moyen de 15 000 dinars, alors que la baguette de pain coûte 9 dinars, le litre de lait 22, le kilo de semoule 40, le kilo de riz 60, les pâtes 70, les légumes secs entre 50 et 80, le kilo de viande 500, les crevettes entre 500 et 1 000, le poulet 150, la sardine (le poisson des pauvres dans les années 70-80) 70, et l'œuf 6 dinars ? Comment peut-on se soigner lorsqu'une ordonnance médicale des plus banales (les soins pour une grippe ou

une angine) revient au bas mot à 1 000 dinars et que la sécurité sociale n'en rembourse que 20 à 40 % ? Une amie médecin m'a dit que les gens n'achetaient plus que les médicaments les plus "nécessaires". Pour le reste, "prends ton mal en patience !" Comme l'état se désengage de plus en plus de tous les services publics (santé, éducation, logement, emploi...), il y a aussi le problème dramatique du logement, qui n'a fait qu'empirer depuis la guerre. Avec la privatisation et la libéralisation du marché, les prix des loyers se sont envolés ! Pour un F2 dans la banlieue pauvre d'Alger, on paie entre 8 000 et 13 000 dinars par mois. Certaines agences font des contrats d'un an renouvelables et exigent le prix d'une année de loyer d'avance !

Pour s'en sortir, il reste encore le réseau familial, quand les enfants sont en âge de travailler, et s'ils arrivent à décrocher un boulot. Sinon, il reste le système D. Dans tout Alger, il y a des jeunes qui vendent des cigarettes au détail parce que les gens ne peuvent plus se permettre de s'acheter un paquet entier. Il y a la vente à la sauvette de tout et de rien (bien sûr des articles d'importation). Il y a ces vieilles femmes et ces petits enfants qui vendent, autour des marchés Closel et Messonier, du pain, du couscous, des bricoles. Il y a la mendicité, qui, en quatre ans, s'est répandue partout dans Alger. Des enfants entre 8 et 12 ans, des vieux, des vieilles femmes qui arpentent les rues à longueur de journée, qui rentrent dans les magasins, les restos, les agences de voyage et à qui on n'a pas encore le courage de dire d'aller mendier dehors. Il y a aussi ceux qui ont pété les plombs, les "fous", de plus en plus nombreux, qui errent en gueulant, en parlant, en tenant des discours politiques pas si incohérents qu'on pourrait le penser.

Et tout cela n'est que le début, le pire n'est pas encore arrivé. Il reste encore au pouvoir à s'accaparer le foncier. Les textes relatifs à la privatisation des terres sont ficelés. Mais qui en seront les bénéficiaires ?

Suite en page 13

Les fellahs, qui ont travaillé ces terres pendant la période de la révolution agraire avec le slogan "la terre est à celui qui la travaille" ? Les anciens propriétaires d'avant la guerre d'indépendance (puisque, à cette époque, le système social était de type "tribal" et que les terres communautaires appartenaient aux tribus) ? Ou les grosses fortunes liées au pouvoir (militaires et autres mafias) ? Il faut peut-être souligner ici que le fameux "triangle de la mort", comme la presse occidentale le nomme, n'est rien d'autre que la grande plaine de la Mitidja : les terres les plus fertiles d'Algérie. Est-ce une tactique de la guerre économique qui consiste par la terreur et les massacres de familles entières à vider ces terres de ses occupants pour faciliter leur appropriation par ceux qui sont en train de se partager le pays ?

Ce qui se cache derrière cette guerre, comme derrière toutes les autres, d'ailleurs (la guerre du Golfe, le Kosovo, le Ruanda, la Palestine occupée), ce sont des intérêts économiques et des enjeux géostratégiques. Un nouveau partage du monde est en train de se faire, avec une lutte acharnée entre Américains et Européens. Les peuples peuvent crever, de bombes, de coups de sabre ou de faim (30 millions de personnes meurent chaque année de faim !). Voilà le plus grand des génocides de notre siècle, mais cela leur importe peu. Ce qui les intéresse, c'est d'établir leur nouvel ordre policier et économique, avec la complicité des gouvernants sur place, qu'ils soient fachos, intégristes ou totalitaires, et la collaboration active des médias, qui taisent tout cela consciemment.

Je voudrais terminer par une phrase que m'a dite un ami d'Alger. "Plus que tout, c'est le tissu social, la solidarité, la convivialité, la chaleur, le sens de l'hospitalité que l'on est en train de détruire." Et, quand ce sera totalement fait, ils auront réussi leur coup. Chacun ne pensera qu'à sa peau pour sortir de la galère. Nous deviendrons des individualistes. Et l'individualisme est l'une des bases fondamentales du capitalisme. Fadila



KARIM KHALDI

Le 19 décembre 1985 comparaissent pour vol devant la cour d'assises de Nantes Georges Courtois et Patrick Thiolet. Par pure amitié, Karim Khaldi tenta de faire libérer les inculpés en retenant jurés et magistrats pendant 36 heures, et ce sans qu'aucune violence ne soit employée. Avant de se rendre, Khaldi avait négocié avec le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, par l'intermédiaire du préfet Broussard, en présence du consul du Maroc, des magistrats et des journalistes présents, son expulsion vers le Maroc.

Mais l'engagement de l'état français n'a jamais été tenu et Khaldi a été condamné à 20 ans de détention tout comme Courtois, et Thiolet a écopé de 13 ans. Courtois et Thiolet ont aujourd'hui été libérés après avoir bénéficié d'aménagements de peine comme des permissions de sortie. Alors que Khaldi, et ce 14 ans après les faits, est encore incarcéré et n'a bénéficié d'aucun aménagement de peine, car si un arrêté d'expulsion a bien vu le jour au cours de sa détention, son application n'a par contre toujours pas eu lieu malgré les engagements officiels d'accueil, d'hébergement et d'aide à sa réinsertion par sa famille au Maroc.

On peut constater que le Marocain est vraiment victime d'un

acharnement judiciaire. Sa dernière demande de libération conditionnelle a été rejetée ; de plus, il vient d'écopé de 30 mois d'emprisonnement supplémentaires pour une scabreuse affaire de tentative d'évasion où les preuves font défaut.

Le plus ubuesque de l'histoire étant tout de même qu'à l'heure de la double peine et de l'expulsion de sans-papiers vers leur pays d'origine on refuse une mesure d'expulsion à un homme qui l'a réclamée depuis 14 ans !

En tout cas, Khaldi est entré en grève de la faim le 15 mars dernier et est prêt à aller jusqu'au bout de son combat et à mourir. "De toute façon, je n'ai guère le choix. En ce qui me concerne, sachez bien que quelles que soient les pressions qui s'exerceront contre moi, rien ne fera fléchir ma position. Je suis déterminé à aller jusqu'à la victoire; et la perspective de mourir au fond d'une cellule ne me fait pas peur. Je suis bien conscient du péril que j'encours, mais je pense qu'il y a une occasion unique pour moi de leur balancer à la figure la discrimination raciale institutionnalisée de la double peine qu'ils exercent sur les étrangers malheureux. Que leurs promesses et leur justice, c'est de la merde" (Khaldi, 2 mars 1999).

Il y a donc urgence à soutenir Karim en lui écrivant, en interpellant le maximum de monde, en diffusant l'info et en signant la pétition.

Karim KHALDI, Maison centrale, B.P. 241, écrou 58 HK, bât. A/21, 13637 Arles.

Paco



LE CHÔMAGE BAISSÉ, MAIS FAUT-IL S'EN RÉJOUIR ?

Outre le fait que l'on soit traité comme des chiens sur les lieux de travail, l'angoisse s'accumule.

Aux Chantiers de l'Atlantique, il arrive qu'un intérimaire soit averti le vendredi soir qu'il doit déposer sa caisse à outils.

Le passage obligatoire par la médecine du travail n'est pas payé. Celui qui réclame son dû est considéré comme une forte tête et fiché pour toutes les boîtes d'intérim.

Chez Yves Rocher, les cadences sont infernales. Une personne ayant été opérée du canal carpien, son médecin a voulu déclarer cela en accident professionnel. L'employeur a demandé contre-expertises sur contre-expertises. Résultat : l'accident du travail n'a pas été reconnu et la personne n'est plus reprise dans la boîte. Les contrats, chez Yves Rocher, sont de 48 heures, et les femmes vont voir tous les deux jours si elles sont inscrites au tableau pour les deux jours suivants.

Chez Olympig, à Josselin (66), comme dans les autres abattoirs, les cadences et les horaires sont aussi effrayants. Le personnel refuse les arrêts de travail par peur de ne plus avoir de contrats (nombreuses tendinites), et la consommation d'anti-inflammatoires est énorme.

Dans les chantiers d'état, les boîtes sous-traitantes, doivent embaucher des contrats d'insertion. Ces jeunes en insertion "apprennent" leur métier en déblayant ou en travaillant au marteau piqueur, par exemple. Un peu comme les apprentis mécaniciens qui ne font uniquement que des vidanges !

Chantal

HISTOIRE D'ASSEDIC

Voici une petite histoire qui m'est arrivée il y a de cela quelques mois. Au mois de juin 1998, je me suis inscrit dans une boîte d'intérim. Ce mois-là j'avais travaillé deux jours, que j'ai décidé de ne pas décla-

rer. Mal m'en a pris, l'ASSEDIC l'a appris et, vers la fin août, elle m'a fait parvenir un courrier pour me signaler que l'on allait me sucrer le mois complet de chômage. Je me rends à l'ASSEDIC, où une employée me reçoit comme un flic dans un commissariat. Pour elle, je suis plus que suspect, je suis coupable. J'ai osé escroquer l'UNEDIC. Pour elle, je méritais une telle peine. Je rentre chez moi, j'appelle une amie dont le fils travaille à l'ASSEDIC d'une autre ville et j'apprends que la sanction est suspecte, car disproportionnée. Il me conseille de demander à mon antenne ASSEDIC de voir la circulaire de l'UNEDIC qui préciserait une telle sanction. L'employée que je rencontre en premier et à qui je demande cette fameuse circulaire s'embrouille dans ses propos et m'envoie vers un de ses collègues. Il ne prendra même pas la peine de me présenter la circulaire et, en plus de ça, me rendra mes droits en moins de deux ... moins les deux jours travaillés. La circulaire UNEDIC, apparemment, ne connaissant pas une telle sanction, moi, le grand bandit, je me demande si je ne suis pas tombé sur un gang rival qui m'aurait plumé s'il n'avait compté un traître dans son camp.

Merci à ce Judas, grâce à qui je conserve mes 220 francs qu'on voulait me prélever chaque mois pendant dix mois. Moi, je me suis sorti de cette fosse à purin, malheureusement d'autres n'auront pas eu cette chance.

Yan

QUOI, ON M'AURAIT MENTI ?

Bon lecteur du Monde, je tombe le 4 mai sur un article qui me branche : "Les emplois jeunes risquent de mal vieillir". Bon, ça, je m'en doutais un peu. Qu'est-ce que je lis dès le départ : "Ces emplois qu'on appelle occupationnels, les TUC (travaux d'utilité collective) hier, les CES (contrats emploi solidarité) aujourd'hui ont fini dans l'échec et l'opprobre." Tout à fait d'accord sur le diagnostic, docteur. Dommage

que vous ne l'ayez pas dit en temps utile ! Je me rappelle bien le début des TUC, c'était en 1984. La CGT était très mollement contre et n'avait pas du tout mobilisé ses troupes pour ne pas gêner la gauche au pouvoir. Tout le reste, gouvernement, partis, syndicats était pour. La CFDT, alors pleine de militants gauchistes, jamais en retard d'une couillonnade, affirmait que les TUC étaient ... un tremplin pour l'emploi. La gueule du tremplin ! Quant à la presse, je ne me souviens pas d'avoir lu beaucoup de critiques ! Tout au contraire : elle y allait de ses coups d'encensoir : elle a publié des tonnes d'articles favorables.

C'était pourtant pas difficile de comprendre que les TUC étaient une escroquerie contre les jeunes, pour les empêcher de se révolter, pour qu'ils acceptent la crise, et qu'ils allaient forcément tomber dans "l'échec et l'opprobre". C'est alors qu'il fallait l'expliquer en long, en large et en travers, pas quinze ans plus tard ! Au fait, dans le concert de louanges pour les TUC, il y a eu un couac : celui de la CNT-AIT qui avait fait une vigoureuse campagne de dénonciation. Elle était bien la seule organisation syndicale, et le Combat Syndicaliste (photocopie jointe) fut probablement le seul journal à faire sa couverture contre les TUC... en temps utiles.

Féfé

LE COMBAT CNT
SYNDICALISTE AIT

Bimensuel de la Confédération Nationale du Travail

TUC TRAVAUX D'UTILITÉ COLLECTIVE

L'ETAT DEGUISE LES CHOMEURS



LE CARNAVAL DE L'EXPLOITATION CONTINUE.

BAS LES MASQUES!

2^e quinzaine
DÉCEMBRE 84
PRIX 51 N°40

Je vous envoie une lettre qui va peut-être vous intéresser. Je m'explique, il y a quelques années, pour ne pas brûler la peinture des murs, quand nous soudions, nous utilisons des plaques d'amiante. Cela jusqu'à il y a cinq ou six ans. Pour les remplacer, on utilise des plaques de céramique, car l'amiante, c'est bien connu, c'est cancéreux !

Il y a quelques semaines, n'ayant plus de plaque, je suis parti en chercher. A ce moment-là, je me suis dit : tiens ? je n'ai jamais regardé la composition des plaques en céramique, je vais lire dans le paquet neuf avec quoi ils fabriquent ça.

Crapules ! Ordures ! Je n'ai pas de mots assez forts. Après lecture de la notice qui indique "Contient des fibres céramiques réfractaires. Peut causer le cancer par inhalation. Irritant pour la peau". Je me suis aperçu qu'ils remplaçaient une saloperie par une autre. Cet après-midi-là, je n'avais vraiment plus envie de bosser (ce que j'ai d'ailleurs fait), complètement dégoûté. Car, si plus tard tu es en train d'étouffer et que tu recherches les coupables, ou les responsables, c'est selon l'humeur, la réponse est assurée, parapluie bien ouvert : "Ah, mais, vous étiez au courant, vous l'avez utilisé en toute connaissance de cause".

Quant aux précautions d'emploi, quelle foutaise, puisqu'on le manipule à mains nues - mesure de la feuille : 20X30 - et, de toute façon, quand on soude, on a le nez à 10 ou 15 cm de cette feuille. Ou alors, il faudrait gants, masque, etc., et pour bosser, on fait comment ?

Ici, sur le chantier, les coordinateurs (quatre) ne savent plus s'exprimer autrement que par ultimatums. Quelques aperçus. Maintenant, sur les chantiers existent des bennes à ordures bien spécifiques, étiquetées : tout venant, métaux, bois, cartons, etc. Eh bien ! l'autre jour, ce cornard aux mains blanches vient dans la cour et se met à gueuler : "Le premier que je vois qui ne respecte pas les bennes sélectives, je le fous dans la benne !" Sur ce, il fait un demi-tour réglementaire et s'en va. Je me

demande si cela lui arracherait la gueule de parler correct.

Le port du casque est obligatoire, je sais, mais quand on est dehors, à 20 ou 50 mètres de toute construction, à part le ciel ou une connerie sous forme de coordinateur de chantier, je ne vois pas ce qui peut nous tomber dessus. Là aussi tu as été averti. "Le premier sans casque est viré du chantier (sic) !" ...

Au-dessus de la porte du bâtiment en construction et en dessous du panneau "Port du casque obligatoire", j'en ai mis un autre : "Port du casque obligatoire, réflexions facultatives" ! C'est puéril, je sais, mais je me défoule comme je peux. Pis, quand les inspecteurs du travail, dotés de leurs beaux casques rouges, arrivent, sans doute que leur formation fait qu'ils s'adressent à nous toujours pratiquement sur le même ton, celui d'adjudant de caserne. Depuis vingt ans que je marme, je les ai toujours perçus comme des matons, alors qu'ils devraient plutôt contrôler l'état du matériel et nos conditions de travail.

Quant aux conditions de travail, ils ne les voient jamais, ou pas souvent. Exemple : un peintre est dans une pièce, avec son pistolet à peinture, dans une combinaison tel un contrôleur de la COGEMA après un "incident nucléaire", mais les menuisiers, plombiers et nous tous pauvres minables du même acabit on bosse dans la même pièce sans protection. C'est tellement dégueu que le soir, c'est le mal de crâne assuré. Bien sûr, le peintre ne peut attendre, vite, toujours plus vite, il faut absolument finir.

Ici, les couvreurs n'ont pas fini ; les pièces, elles, le sont, tapissées, peintes et tout le bataillant. Résultat, quand il pleut Déjà trois pièces de foutues. Bien, les coordinateurs, bien ! Et, bien sûr, il faut fermer sa gueule. Voilà, je voulais parler de cette saloperie de céramique, et puis patati et patata, le reste vient tout seul.

Allez, portez-vous bien et à un de ces jours,

Jean-Luc

ATTENTION AU HOLD-UP SUR LES RETRAITES

Rejeté dans sa totalité par des millions de salariés en 1995, le plan Juppé est mis en oeuvre par Jospin. Après avoir commencé à rationner les soins, c'est maintenant aux retraites qu'il s'attaque.

Actuellement, la durée de cotisation pour percevoir une retraite complète (dont le montant n'est généralement pas terrible) est de 37,5 ans pour les fonctionnaires et de 40 ans pour les salariés du privé (réforme Balladur, 1993). Beaucoup de gens, en particulier des femmes, n'arrivent déjà pas à ce total. Le projet du patronat et de Jospin, est d'imposer 42,5 ans de cotisations à tout le monde. La majorité des salariés n'arriveront pas à cotiser les 170 trimestres qui seront alors nécessaires. Ils ne percevront donc qu'une fraction de retraite.

Pour justifier cette réforme néfaste, on tente de nous effrayer en annonçant pour les années 2005-2040 un "choc démographique" : il y aura alors plus de retraités que maintenant, avec moins d'actifs pour cotiser. Conclusion : il faut allonger la durée de cotisation. Je ne suis pas une grande économiste, mais cette rengaine continuellement ressassée commence à me fatiguer. Ils "oublient" l'essentiel dans l'économie de notre temps : l'augmentation massive de la productivité. C'est d'ailleurs à cause de cette augmentation de productivité qu'on n'a plus eu besoin de moi un mauvais jour et que je me suis retrouvée au chômage. Pour que chaque retraité vive normalement, il suffit aujourd'hui de beaucoup moins de cotisants que dans les années cinquante et il en faudra beaucoup moins encore dans vingt ou trente ans.

Il ne faut pas laisser ceux qui nous font déjà une vie d'esclave nous condamner à une vieillesse de misère.

Marcelle.

TRAVAIL PRECAIRE

Aujourd'hui, 7 emplois "nouvellement créés" sur 10 sont des Contrats à Durée Déterminée. Et parmi ces emplois précaires, les missions d'intérim ne cessent de se multiplier : +41% de mars 97 à mars 98, alors que l'année 1997 était déjà celle de tous les records. Après avoir licencié des travailleurs en Contrat à Durée Indéterminée, les entreprises n'embauchent plus (ou si peu), ce qui ne les empêche pas de recruter des intérimaires, bien souvent en contournant la loi. Il y a même des boîtes (Weil en est un exemple) qui recrutent en intérim d'anciens salariés qui avaient été licenciés ! Un intérimaire, c'est parfait pour les patrons : on l'utilise quand on en a besoin et on le jette une fois la mission terminée. Avec le chantage au renouvellement de la mission ou même des promesses bidons d'embauche, les patrons utilisent les intérimaires comme une main d'œuvre flexible et corvéable à merci.

Les agences d'intérim : des vautours qui s'enrichissent grâce à la misère

Avec plus de 3 millions de chômeurs, les agences d'intérim n'ont pas de mal à recruter des travailleurs pour leur faire accepter n'importe quelle mission dans n'importe quelle condition. Certaines agences comme Manpower se paient même le luxe de refuser d'inscrire ceux dont elle juge la force de travail difficilement vendable. Ces agences réalisent sur le dos des intérimaires des profits considérables : en mars 1998 le chiffre d'affaire de ces marchands d'esclaves avait progressé de 21%.

Intérimaire c'est pas une vie !

Si l'intérim est une source de profit pour les agences d'intérim et une main

d'œuvre flexible et sans droit pour les entreprises utilisatrices, pour les travailleurs par contre, c'est :

* Ne jamais savoir quand on va travailler ; difficile dans ces conditions d'organiser sa vie privée, sa vie de famille...

* Une plus grande exposition aux accidents de travail. La "formation renforcée à la sécurité", à laquelle ont droit les intérimaires, n'existe que dans les textes. Les accidents de travail touchent deux fois plus les intérimaires que les salariés réguliers des entreprises. Et ce ne sont pas "les passeports-sécurité" d'Addeco ou les concours "nombre de journées sans accident de travail" de Manpower qui vont y changer quelque chose !

* Etre soumis à la volonté du patron ou du chef dans l'entreprise utilisatrice. Que deviennent les libertés syndicales, le droit de grève ou la simple possibilité de refuser des heures sups quand on est constamment soumis au chantage de l'emploi ?

* Pas de salaire régulier et donc la galère pour avoir un logement, un prêt à la banque... Propriétaires et banquiers ne se trompent pas, ce ne sont pas les 10% d'indemnités de fin de mission qui compensent les périodes de chômage.

* Aucune garantie pour l'avenir. Si, quand on est jeune et qualifié, l'intérim peut être vivable, qu'en est-il lorsque, à cause de l'âge, d'un accident ou d'une maladie, on devient moins productif ?

S'unis pour résister

Il est temps de ne plus laisser se multiplier les emplois précaires, d'exiger leur transformation en emplois stables. Laisser se développer le travail précaire, c'est augmenter le pouvoir des patrons et donc permettre que se poursuive la dégradation de nos conditions de vie et de travail.

TERRORISME PATRONAL